

# Le rêve de la grande Euskadi

L'union des trois provinces françaises et des quatre espagnoles hante l'action de tous les autonomistes basques

L'enquête de Renaud Vincent (voir « France-Soir » des 4, 5 et 7 octobre) nous conduit aujourd'hui au Pays basque. Un des premiers chars français de la division Leclerc a pénétré dans Paris, en août 1944, s'appelait « L'Euskadi ».

Il avait à son bord des Basques des provinces du Sud de nationalité espagnole et d'autres du Nord de nationalité française.

« Zarpiak bat » (« sept en un »), c'est le grand rêve des Basques : unir les qua-

tre provinces espagnoles (Alava, Biscaya, Guipuzcoa, Basse-Navarre) aux trois françaises (Soulé, Haute-Navarre, Labourd). Mais, pour le moment, les Basques du Sud comme ceux du Nord sont confrontés à d'autres problèmes.

ITXASSOU, (Pyrénées-Atlantiques).

C'EST dans ce petit village situé à trente-sept kilomètres de Bayonne, typiquement basque avec son église au clocher pointu, et ses maisons blanches et vertes aux longs toits rouges, que le 15 avril 1963 — jour de Pâques et surtout jour de l'Aberri Eguna, fête nationale basque — tout a commencé : entre l'église et l'hôtel Duchêne, deux Basques — Julien Madriaga de l'Euskadi du sud, et Ximun Haran de l'Euskadi du nord, célèbre joueur de pelote — avaient planté ensemble un chêne provenant de la petite ville martyre de Guernica.

« Nous Basques, avaient-ils proclamé, sommes un peuple par la terre, une nation par notre volonté passée et présente... »

Cette charte, cet arbre allégorique marquaient la naissance du mouvement autonomiste Eubata.

Eubata : c'est le nom du vent d'ouest qui, quand il souffle dans le golfe de Gascogne, annonce la tempête — une tempête que l'on voulait mobiliser pour abattre ce « mur de la honte » qui sépare les trois provinces basques du nord des quatre du sud.

## Les sept fondateurs

Socoa : sur un petit monticule, l'église avec son autel en forme de bateau. Juste en dessous une petite maison entourée d'un jardin, le presbytère. Une armoire, un lit, un bureau, une chaise au mur un crucifix : la chambre de l'abbé Larzabal. C'est ici dans cette petite pièce d'où, par une fenêtre on peut voir le sommet vert de la Rhune avec sa longue antenne de TV et son petit train rouge à crémaillère, que les sept fondateurs de Eubata avaient jeté les bases de leur mouvement.

Petit, râblé, large bérêt noir surmontant un visage sanguin de joueur de pelote, yeux perçants, l'abbé Larzabal, 65 ans, — curé de Socoa depuis vingt-

ans — basque depuis toujours, était l'un des sept. La doctrine du mouvement, il s'en souvient fort bien. « Notre analyse, raconte-t-il, était la suivante : « Les fédéralistes européens nous voulions contribuer à l'établissement des Etats unis d'Europe. Une Europe qui, de Gibraltar à l'Oder, ne serait pas construite sur les Etats ou les régions économiques mais sur les peuples. Ceux qui comme les Basques constituent par leur langue et leur psychologie une communauté authentiquement unie... »

Douze ans plus tard, l'abbé Larzabal rêve toujours à cette terre promise. Mais pour le moment son action consiste plus à secourir, défendre, aider et soigner les réfugiés politiques de l'Euskadi du sud qu'à convaincre les Basques du nord des beautés de l'autonomie.

Le 30 janvier 1974, le Mouvement Eubata était interdit par le ministère de l'Intérieur. Motifs : séparatisme, appel à la violence, porte-parole de E.T.A. (organisation interdite dès 1972). Aujourd'hui, le journal « Eubata », réparait. Directeur : Jean « Koko » Abeherry. « Koko », 42 ans, douze ans de lutte. En voici le bilan :

— Notre mouvement était faible, peu structuré. Aux élections législatives nous avons commis l'erreur de nous présenter. Nous n'avions que peu de moyens et les esprits n'étaient pas préparés à nos idées. Puis il y a eu la répression espagnole. Très vite, nos militants nous ont quittés pour rejoindre l'E.T.A. Il était plus exaltant pour eux d'aider les combattants de la liberté qui risquaient la mort que de lutter pour la survie culturelle de leur peuple basque. Quand on a interdit « Eubata », notre mouvement était aux trois quarts exsangue... L'Euskadi... c'est loin, les Basques ne sont pas encore prêts.

Mais dans le bilan d'« Eubata » tout n'est pas négatif. Beaucoup d'idées lancées par le mouvement commencent déjà à germer. « Nous avons fondé la première école basque maternelle. Depuis, une vingtaine sont nées ; nous avons été les premiers à proposer l'union économique des deux pays basques. Or, actuellement, les chambres de commerce de Bayonne et de San Sebastian se réunissent et un I.U.T. basque franco-espagnol va être créé. Nous désirions dans un premier temps la formation

d'un département basque. Et voici que dernièrement une trentaine d'élus et de responsables du pays basque viennent de proposer la création d'un département uniquement basque dont la préfecture serait à Bayonne et non plus à Pau... »

Après la disparition d'Eubata, des petits groupes autonomistes ont surgi. Les uns au grand jour, les autres plus clandestinement ils réunissent surtout des intellectuels et des réfugiés espagnols. Les programmes sont divers : de l'autonomisme culturel au séparatisme révolutionnaire.

## Des listes inquiétantes

Les événements de Corse n'ont pas ravivé l'action des autonomistes. On parle des insurgés d'Algérie avec un peu de nostalgie. « Il y a dix ans, dans les milieux autonomistes, on attendait les Basques... et ce sont les Corses qui ont provoqué la première crise de l'autonomie française. » Avec aussi une certaine jalousie. « On a inculpé une vingtaine de Basques du sud pour des délits mineurs alors que dans le même temps les Corses qui ont tué trois policiers ne comptent que sept prisonniers. »

Mais entre les Basques et la Corse il y a un écran : l'Espagne, avec ses cours de justice où le sort de tant de patriotes basques se joue. Tous les regards ici sont tournés vers cette frontière incertaine et dangereuse où de part et d'autre se livrent des combats douloureux. Entre chien et loup,

Avec des combattants mal définis. Policiers en civil ? Barbouzes ? Combattants du « Christ-Roi » ? Personnes du milieu ? Partisans de E.T.A. ? D'Espagne, avec des passeports australiens, des visas de touristes, des hommes viennent plastiquer des imprimeries, placer des bombes dans des librairies, mitrailler des réfugiés. De France, d'autres partent attaquer en Espagne bâtiments publics et casernes puis reviennent. Au hasard des perquisitions la police trouve ici les crosses de mitraillettes, là des documents comptables, parfois même dans les eaux d'un port un noyé avec les mains attachées dans le dos. Et puis toutes ces inquiétantes listes : celle de 52 personnalités françaises et espagnoles favorables à E.T.A. ou encore celles des consuls espagnols en poste en Europe avec description de leurs habitudes...

Mais au-delà de ces incidents tout le monde pense à l'avenir. Et l'avenir c'est le changement de régime espagnol, la succession du général Franco... Quand elle surviendra... Alors les provinces basques espagnoles retrouveront les privilèges qu'elles possédaient avant l'arrivée du régime franquiste. Mais, assurent les plus chauds partisans de l'E.T.A., « cela ne sera qu'un début. A leur tour les peuples canariens, galiciens, catalans obtiendront leur autonomie ».

Pour les « Basques du nord » une chose est sûre : quand l'Ikurria (le drapeau basque) flottera de l'autre côté de la Bidassoa, la cause autonomiste prendra un nouveau départ ».

## Le chanoine qui défend la langue basque.

Auteur du « Matin basque », le chanoine Nardaitz, 65 ans, lutte à la radio comme à la télévision pour la langue basque.

« Une langue qui fait l'admiration des savants et qui est davantage exclue des écoles françaises que des écoles espagnoles ! »

« Le gouvernement français devrait comprendre que posséder une langue, c'est posséder une maîtrise de soi. Cela supprimerait une grande cause d'agitation : un Basque parlant basque naturellement est en état d'infériorité lorsqu'il est contraint, durant toute sa vie adminis-

trative, politique et économique, de s'exprimer en français. Le basque doit être introduit à l'école non comme une langue morte mais comme une langue vivante. Savez-vous que les Provinciales de Pascal sont un dialogue à fond basque : Saint Ignace de Loyola, créateur des Jésuites et Saint Cyrano, fondateur des jansénistes, étaient tous deux basques ! »

L'autonomie culturelle, le chanoine l'appelle de tous ses vœux, mais, précise-t-il, sans passer par l'appareil d'un nouvel Etat. « En Europe il y en a déjà trop ».

## ESPAGNE : L'extrême-droite organise des « escadrons de la mort »

MADRID, mardi.

UN sentiment de peur et d'anxiété s'est emparé des milieux de l'opposition à Madrid. Des hommes politiques et des journalistes connus pour leur idées libérales se cachent : des « escadrons de la mort » formés par l'extrême-droite auraient mis leurs noms sur une liste de « traitres » et de « communistes » à abattre.

L'assassinat d'un commerçant basque (libre d'un dirigeant de l'E.T.A. réfugié en France) et l'enlèvement de six militants ouvriers, relâchés après avoir été sauvagement battus, tendent à prouver que ces « escadrons de la mort » sont déjà entrés en action.

Qui sont ces contre-terroristes qui veulent punir les coupables ? Essentiellement des policiers qui considèrent que les tribunaux ne sont pas assez expéditifs avec l'extrême gauche.

## DISCORDE CHEZ LES NEUF sur les relations avec l'Espagne

TRAILLEMENTS chez les ministres des Affaires étrangères des Neuf pays du Marché commun qui examinent hier à Luxembourg l'avenir des relations entre la Communauté et l'Espagne à la suite des récentes exécutions.

Non sans difficultés, ils ont décidé de ne pas reprendre dans l'immediat les négociations avec Madrid pour la conclusion d'un accord de libre échange. L'accord commercial préférentiel du 1er octobre 1970 a été « gelé » et les Neuf ont rappelé implicitement qu'il ne saurait être question, pour l'Espagne franquiste, de demander son adhésion à la CEE.

C'est ce qu'avait proposé au conseil la commission exécutive des Neuf présidée par M. François-Xavier Ortoli. Ce dernier aurait, par deux fois, échangé des propos assez vifs avec le ministre français des Affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues, qui aurait reproché à la commission d'avoir outre-passé ses compétences en jouant un rôle « politique ». M. Sauvagnargues a soutenu qu'il fallait faciliter l'évolution de l'Espagne vers la démocratie et

à se mettre d'accord sur la durée du rappel de leurs ambassadeurs à Madrid.

Au cours de la même réunion, les neuf ont accordé sans difficulté cette fois une aide de 800 millions de F au Portugal.

A MADRID, cinq prêtres ont été arrêtés lundi : on leur reprocherait d'avoir lu en chaire un sermon jugé trop « subversif » par les autorités.